RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018



compagnons BÂTISSEURS

ASSOCIATION NATIONALE

© Compagnons bâtisseurs : photo Laurence DUGRENIER

compagnons BÂTISSEURS
ASSOCIATION NATIONALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

SOMMAIRE

RAPPORT MORAL DE LA PRÉSIDENTE 3

I. BÂTIR ENSEMBLE : LE NOUVEAU PROJET POLITIQUE DES CB 4

II. UN PROJET ASSOCIATIF DECLINÉ DANS 13 REGIONS 6

Territoires et projets 6

L'habitant au cœur de l'amélioration de son habitat 6

Le Chantier : support d'insertion professionnelle et de formation 7

Données sociales 8

Production et résultats consolidés 9

III. ANCB : ANIMATION DE PROJETS ET APPUI AUX EQUIPES REGIONALES 10

NPNRU et renforcement de la capacité d'agir des habitants 10

Le référentiel d'indicateurs socles d'activité 10

Le soutien aux parcours d'engagement 11

Accompagner les montées en compétences 12

Communication et mobilisation 12

Démarches et outils de gestion 13

IV. LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 14

Saint-Martin : reconstruire après Irma 14

Guyane : face à l'enjeu démographique, réhabiliter et construire 15

Pays de Loire : de Nantes à Saint Nazaire, les CB s'implantent 16

Hauts de France : une dynamique de développement bien lancée 17

V. COOPERATION ET PARTENARIATS 18

RéPAAR : des opérateurs de l'ARA multiples et partenaires 18

Des mécènes aux engagements multiples 19

VI. GOUVERNANCE ET VIE ASSOCIATIVE 22

CONCLUSIONS & PERSPECTIVES 23



RAPPORT MORAL

SUZANNE DE CHEVEIGNÉ, PRÉSIDENTE DE L'ANCB

L'année qui vient de s'écouler a été fortement marquée en France par le mouvement des Gilets jaunes puis par le Grand débat. Le premier a mis sur le devant de la scène les difficultés que rencontrent beaucoup de nos concitoyens aux faibles revenus, mais sans que les plus précaires, les 10% de la population aux revenus les plus faibles (le « premier décile ») – aient été vraiment vus ou entendus. Ils sont peu concernés par les mesures accordées en faveur des Gilets jaunes et le Grand débat a très peu abordé les questions de logement, de précarité énergétique et même de mobilité. Bref, les personnes que nous accompagnons, restées plutôt à l'écart de ce grand mouvement social, ont plus que jamais besoin de notre solidarité. Notre projet politique « Bâtir ensemble », adopté il y a un an lors de l'Assemblée Générale de Juin 2018, reste plus que jamais d'actualité !

Cette année nous a apporté – grâce au travail acharné de toutes les équipes - de nombreuses marques de reconnaissance. Nous avons été labellisés #TremplinAsso par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) pour notre action dans les quartiers populaires – il en résultera un financement pluriannuel pour toutes les associations régionales. Nous avons également été retenus lors de la première sélection acteurs innovants de l'économie sociale et solidaire (ESS), dans le programme French Impact. Nos financements pluriannuels ont été reconduits par nos grands partenaires que sont la Caisse Nationale d'allocations familiales (CNAF) et le CGET- marque de l'importance pérenne de notre action. Le Ministère de l'Outremer a signé une convention avec nous sur 3 ans, reconnaissant l'importance de nos interventions sur ces territoires et s'engageant à les soutenir. D'autres portes s'entrouvrent. Suite à l'expérimentation menée avec succès sur 5 sites du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), les CB sont enfin intégrés dans le programme de rénovation d'Orléans, ouvrant ainsi la voie pour d'autres sites. Nous venons de soumettre un ambitieux projet à l'appel d'offres *100% Inclusion* du Ministère du Travail, porté par l'ANCB et 5 structures régionales. L'objectif est de réunir les deux secteurs d'activité historiques des CB, l'Auto-réhabilitation accompagnée (ARA) et l'insertion, aujourd'hui assez indépendantes. Notre proposition prévoit, si nous sommes retenus, d'élargir, au-delà de l'amélioration des logements, le champ de notre accompagnement des habitants, y compris des plus jeunes, vers le retour à l'emploi.

Nos actions en Outremer se développent, répondant aux besoins criants des habitants de ces territoires – c'est ainsi que le plus grand bidonville d'Europe se trouve à Mayotte. Il faut souligner que ce terrain est aussi un lieu d'acquisition d'expériences et de compétences susceptible d'enrichir notre activité. Nous apprenons ainsi comment accompagner le vieillissement des populations en aménageant des logements mais aussi en facilitant leur partage avec d'autres habitants, comment résorber l'habitat informel et accompagner les occupants à travers le maquis de la régularisation des titres de propriété, comment déployer rapidement une action de grande envergure dans une situation de post-catastrophe, comment mieux accueillir les migrants, … Tous ces apprentissages viennent enrichir notre capacité d'agir partout sur le territoire.

La formation a fait l'objet d'un important travail de réflexion et d'organisation. Il est clair qu'elle irrigue toutes les dimensions de notre activité, depuis la professionnalisation des salariés jusqu'à l'accompagnement de jeunes habitants ou volontaires vers l'emploi, depuis le partenariat avec d'autres praticiens de l'ARA jusqu'à l'amélioration de l'intégration des bénévoles. Nous allons continuer à renforcer ce secteur. La formation doit permettre une montée en compétences de tous et la reconnaissance des métiers que nous exerçons.

L'année 2018 a été celle du lancement de notre première campagne de communication et de collecte de fonds. L'échec financier a été assez retentissant - dû, pour partie seulement, au contexte d'instabilité économique et fiscal – et tous les compagnons ne se sont pas reconnus dans le style de la campagne... En revanche, celle-ci a été un succès en termes de prise de conscience : quelle parole voulons-nous tenir en public, et comment ? Elle nous a interrogés sur nos pratiques de mise en visibilité de notre activité, sur nos relations avec la presse et avec les réseaux sociaux et plus globalement sur notre place dans l'espace public. La réflexion continue avec l'intervention d'un consultant afin d'apprendre de notre expérience et d'élaborer une stratégie partagée de communication.

D'autres chantiers de réflexion sont programmés en 2019 pour mieux définir les besoins du mouvement en matière d'appui à la gestion des ressources humaines, et consolider nos procédures de transfert d'activités développées par l'ANCB, vers de nouvelles associations ou vers des associations existantes. La direction de l'ANCB a été réorganisée pour mieux porter ce développement et de nouveaux outils viennent renforcer la rigueur de nos procédures. C'est ainsi qu'un ensemble d'indicateurs a été dégagé ; les modalités de recueil des données sont en train d'être établies avec les associations régionales.

Nous restons ainsi sur la voie définie par notre Charte - faire, faire avec, faire ensemble – avec un focus particulier sur le *faire ensemble*. Nos ateliers collectifs fixes ou mobiles sont des lieux physiques visibles et identifiés qui favorisent les collaborations entre habitants, renforçant ainsi leur autonomie collective.

Beaucoup reste à faire pour mieux embarquer et accompagner tout le monde, bénévoles, volontaires et salariés, et pour mieux échanger au sein du Mouvement. Des champs d'activité, autour de l'économie circulaire, du vieillissement des populations ou du handicap demandent à être davantage investis. De nombreuses batailles restent à mener, et en premier lieu celle de la précarité énergétique. Mais notre reconnaissance et notre légitimité augmentent, nos compétences aussi : nous continuons fièrement à porter notre projet collectif.



I. BÂTIR ENSEMBLE : LE NOUVEAU PROJET POLITIQUE

« Etre en chantier » aux Compagnons Bâtisseurs est d'abord une réalité concrète, matérielle et quotidienne sur nos quelques 2000 chantiers d'auto-réhabilitation accompagnée, mais aussi une tournure d'esprit et une attitude permanente pour construire et se projeter dans un monde qui ne cesse de se transformer.

Ainsi, après avoir bouclé le cycle de 5 ans du projet politique « une solidarité à bâtir », 2018 voit la naissance des grands axes stratégiques qui vont nous porter pour les 5 années à venir et « bâtir ensemble ».

L'environnement et le contexte qui impulsent cette stratégie tiennent en quelques mots : des inégalités qui s'accroissent et aggravent l'exclusion par la pauvreté ; des jeunes dont les difficultés d'inclusion sociale et professionnelle interpellent très lourdement notre responsabilité collective, alors même que le vieillissement de la population et les conditions de son habitat vont renforcer les fragilités sociales ; des défis climatiques et écologiques qui imposent, entre autre, une transition énergétique et la rénovation thermique des bâtiments au risque de laisser sur le carreau les personnes les plus précaires ; et enfin, à l'échelle du « village Monde », des mobilités démographiques et migratoires, conséquences de toutes les crises environnementales, sociales et économiques qui aujourd'hui contribuent à l'explosion d'un habitat informel et précaire, en métropole comme en outremer.

Un Mouvement associatif comme celui des Compagnons Bâtisseurs n'a pas la prétention de résoudre à lui seul les défis sociétaux et planétaires qui se dessinent ainsi, mais son terrain d'action sous-tendu par les valeurs qui l'animent, la foi dans les capacités de chacun et des groupes à construire les solutions pertinentes d'un « pouvoir de vivre » pour tous, le place au cœur de tous ces défis.

La feuille de route de notre nouveau projet politique est donc parfaitement claire. Elle est adossée à ce contexte et se traduit dès cette année par la mise en œuvre de notre plan d'action.

Il s'agit d'abord de poursuivre l'extension géographique de notre activité avec un axe particulièrement déterminé en direction de l'outremer, mais aussi au travers de la diversification de nos modes d'intervention pour mieux nous mettre à portée des territoires ou des groupes sociaux les plus exclus. Mais pour ce faire, il faut que nous puissions lever les freins administratifs et réglementaires qui entravent encore trop lourdement les démarches d'auto-réhabilitation accompagnée qu'elles s'inscrivent dans le renouvellement urbain où dans la lutte contre la précarité énergétique.

Deuxième axe socle de ce plan d'action : promouvoir l'inclusion des jeunes, grâce à leur engagement volontaire sur nos chantiers mais aussi en allant plus loin au travers de nouvelles démarches innovantes associant l'accès au logement des jeunes, l'apprentissage de son entretien et sa réhabilitation, la qualification et l'accompagnement vers l'emploi.

Troisième objectif stratégique : renforcer nos capacités d'innovation sociotechnique pour mieux répondre aux grands défis sociétaux et environnementaux. L'ARA, nous le savons déjà depuis plus de 5 ans, apporte des solutions pertinentes dans la lutte contre la précarité énergétique et nous disposons d'outils méthodologiques pour la mettre en œuvre. Mais nous continuons de butter contre des impasses réglementaires qu'il faut par conséquent, impérativement éliminer, tout en professionnali-



DES COMPAGNONS BÂTISSEURS

sant nos équipes pour renforcer l'efficacité énergétique des réhabilitations que nous accompagnons. De plus, avec l'ampleur des accidents climatiques tels le cyclone Irma en septembre 2017, nous savons que nous serons sollicités de plus en plus souvent pour intervenir en post urgence. Cela nous contraint à renforcer nos capacités technique de reconstruction, sans pour autant rien abandonner du principe d'implication des habitants dans la réalisation de leur projet logement. Progressivement, sans abandonner le terrain de la réhabilitation des logements, celui de l'auto-construction va prendre place dans le paysage de nos interventions. Cela est particulièrement vrai dans plusieurs départements d'outremer mais peut aussi se dessiner partout ailleurs pour mettre en œuvre des solutions de logement temporaire ou évolutif, adaptées à la mobilité de certains groupes sociaux vulnérables. Enfin cette « technicité » à renforcer va être mobilisée autour de la grande problématique de l'adaptation du logement pour les personnes vieillissantes et handicapées, en privilégiant là aussi une approche d'appropriation, de participation et de coopération inter-générationnelle.

Enfin, nous nous dotons et mettons en œuvre dès à présent une stratégie collaborative avec toutes les parties prenantes du « mieux vivre ensemble » et de la lutte contre les exclusions. A ce titre, notre démarche n'exclut aucuns de ces acteurs, qu'ils soient issus du monde de l'entreprise et de l'ESS, des associations et de leurs collectifs, des collectivités locales et institutions sociales des territoires, et bien sûr les habitants eux-mêmes dont nous entendons qu'il faut mieux les intégrer dans tous les lieux et espaces de gouvernance de nos actions dans les quartiers et les territoires ruraux.

Cette démarche qui vise le renforcement de la qualité et de la dynamique coopérative et partenariale de notre projet, comporte également et peut être de façon prioritaire pour la période actuelle et à venir, une dimension interne au sein de notre mouvement associatif, pour mieux mobiliser nos forces et la gestion de nos ressources humaines. Etre « Compagnon Bâtisseur », que l'on soit salarié, jeune volontaire ou bénévole, c'est adhérer aux valeurs d'un projet collectif mais aussi se sentir individuellement, accueilli, accompagné et promu dans sa capacité d'agir. Le « knowledge management » est une approche dans laquelle nous souhaitons investir afin que la performance collective que nous visons pour notre projet, soit étroitement associée à la promotion du parcours et du projet de chaque personne qui y contribue. Cette exigence implique une attention particulière au respect de la parité entre les hommes et les femmes, à tous les échelons et les niveaux d'implication de nos associations.

En adoptant ce projet politique en septembre 2018, le Conseil d'administration national a fixé le cap pour les 5 années à venir. Reste à traduire ce projet dans un plan d'action et le décliner sur tous les territoires où agissent les Compagnons Bâtisseurs au quotidien. Plus que jamais, nous avons la preuve qu'accompagner les personnes en précarité dans leur capacité d'agir individuelle et collective, est un levier puissant pour lutter contre les exclusions et réduire les inégalités. Mais cette vision ascendante du progrès social et du développement humain exige des politiques publiques qui encore aujourd'hui font cruellement défaut, en éprouvant les plus grandes difficultés à investir dans le capital humain comme elles savent plus aisément le faire dans le capital matériel ou financier.

Cet investissement humain est le socle de notre nouveau projet politique comme il l'a été dans le précédent ; un beau chantier à poursuivre jusqu'à emporter la conviction de tous ceux qui nous entourent et des partenaires qui d'année en année sont plus nombreux à soutenir notre action.

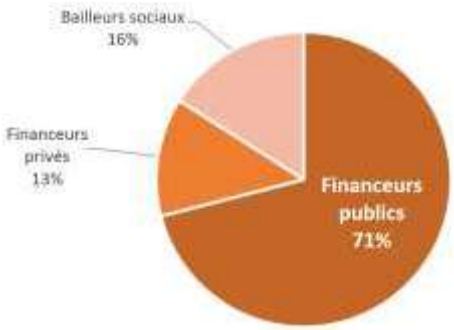
II. UN PROJET ASSOCIATIF DECLINE DANS 13 REGIONS

Territoires et projets

Le mouvement Compagnons Bâtisseurs est aujourd'hui constitué de 9 associations régionales autonomes et de 4 antennes ou établissements secondaires rattachés à l'association nationale. Les actions sont menées dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville, en rénovation urbaine ou en milieu rural, auprès d'habitants en difficulté qu'ils soient locataires ou propriétaires occupants. Outremer, les dispositifs et interventions sont spécifiques : résorption de l'habitat indigne (occupants sans droits ni titres), auto-construction, reconstruction post-cyclone,... Ces opérations d'amélioration de l'habitat mobilisent de nombreux partenaires financiers : collectivités territoriales (Villes, Départements, EPCI…), bailleurs sociaux (SA, OPAC, SEM etc.), organismes sociaux paritaires (CAF, MSA), fondations privées… et partenaires techniques : travailleurs sociaux, associations locales.

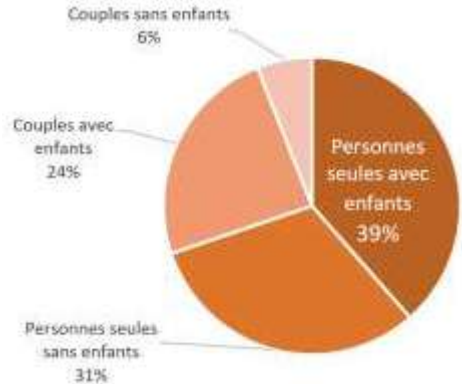


- 137 opérations territoriales **d'amélioration de l'habitat**
  - 48 Ateliers de quartier
  - 44 bricothèques/outilthèques
  - **16 projets d'ARA diffus**
  - 10 projets « chantiers solidaires »
  - 5 bricobus (ARA mobile)
- 408 partenaires mobilisés
  - 275 partenaires financiers
  - 133 associations locales



L'habitant au cœur de l'amélioration de son habitat

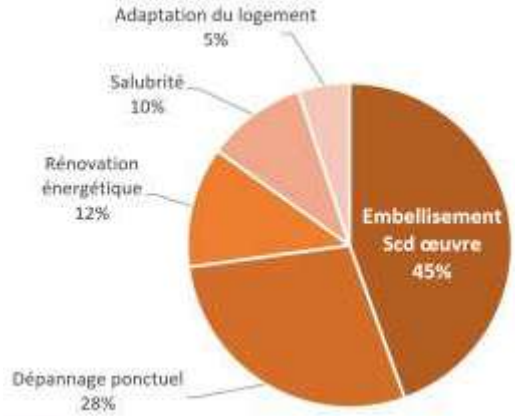
80% des habitants accompagnés résident dans un Quartier Prioritaire Politique de la Ville, 20% en zone rurale, avec des **difficultés d'accès et de mobilité**. Les ménages sont orientés par les services sociaux, les bailleurs sociaux, les associations locales et les acteurs locaux lors des comités techniques de suivi. Si 63% des ménages perçoivent le RSA socle, activité ou des allocations chômage de fin de droit, les ménages salariés représentent 18% des publics, les séniors 23%. Dans les projets d'ARA, les animations collectives, les ateliers techniques d'apprentissage et les outilthèques constituent des espaces de cohésion sociale, de solidarité et de partage.



- 2500 ménages accompagnés
  - 2650 animations collectives • 9200 participations • **50 chantiers collectifs dans l'espace public**



Les CB déploient la démarche d'ARA en prenant en compte les réalités et les besoins locaux. Ces actions mobilisent l'ensemble des acteurs, habitants, volontaires et partenaires locaux. Pour chaque projet, les professionnels s'appuient sur des compétences techniques, des **méthodologies d'intervention** et une ingénierie financière. Les Compagnons Bâtisseurs ont mis l'accent sur les diagnostics techniques, sociaux et juridiques permettant de répondre aux situations de logements indignes et de précarité énergétique, et leurs conséquences sur la santé des occupants. Ainsi près de 40% des interventions ont permis de lutter contre la précarité énergétique. Ces problématiques s'inscrivent dans les politiques et les dispositifs d'action publique des partenaires. **L'action auprès des propriétaires occupants et les médiations à destination des propriétaires bailleurs doivent être accentuées** au regard des besoins sur le terrain. Les chantiers d'ARA dans le parc public permettent d'intervenir en complémentarité des opérations de rénovation urbaine conduites par les bailleurs sociaux et les collectivités locales. 65 % des interventions se déroulent dans le parc social dans les quartiers prioritaires. Les chantiers visent la lutte contre la précarité énergétique (travaux de performance énergétique, accompagnement aux éco-gestes).



2300 interventions d'ARA

- 70% de chantiers locataires
- 30% de chantiers propriétaires occupants
- 400 diagnostics
- 400 médiations bailleurs/locataires
- **20 chantiers d'Auto**-Construction Accompagnée
- **1720 prêts d'outillage**

Le Chantier, support d'insertion professionnelle et de formation

Les Compagnons Bâtisseurs sont investis dans la lutte contre l'exclusion des personnes et, face au développement du chômage de masse, ils mettent en œuvre des **Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI)** notamment en Bretagne et en Aquitaine. Il s'agit d'accueillir des personnes en difficulté sociale ou professionnelle et de leur permettre, de se remobiliser et de devenir acteur de leur démarche. Ces chantiers portent sur le Gros oeuvre Maçonnerie bâti ancien (enduits chaux, joint, murs en pierre et terre, …) comme sur le second oeuvre (peinture, revêtements muraux, revêtements sols souples / rigides, cloisons sèches, faux plafonds, ...) et sont aussi un support permettant d'entreprendre des actions de formation, également mises en œuvre en Aquitaine et en Bretagne.

140 salariés en contrat d'insertion

- 86 chantiers supports
- **84% d'hommes**
- 33% de jeunes (moins de 26 ans)

194 stagiaires de la formation

- 63% en formation découverte /initiation métiers du Bâtiment
- 37% en formation qualifiante

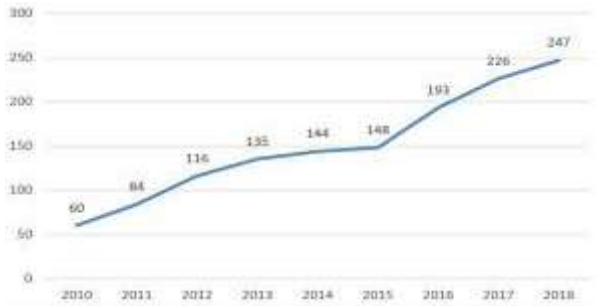
Les données sociales

Le projet associatif des Compagnons Bâtisseurs est mis en œuvre par une communauté de 1500 personnes, volontaires, bénévoles ou salariés, en métropole et Outremer.

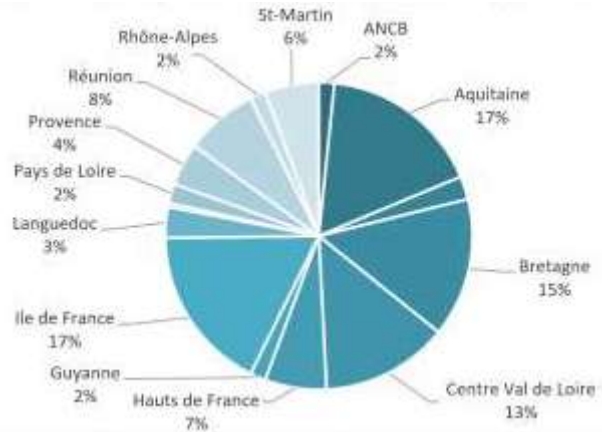
Depuis l'origine de l'association, la jeunesse est au cœur du projet CB ! Au travers des actions d'amélioration de l'habitat et de projets solidaires, les volontaires apportent une solidarité concrète aux personnes mal logées les plus démunies. Majoritairement âgés de 18 à 24 ans, principalement européens, ils s'engagent à plein temps pour une durée comprise entre 6 mois et 1 an. Cet engagement leur permet de vivre une expérience riche et utile, de renforcer leurs aptitudes et leurs compétences. Pour l'association, il s'agit notamment de favoriser l'ouverture d'esprit et la tolérance en actionnant notamment les leviers de la mixité et de la mobilité. Ils travaillent ainsi dans des équipes hétérogènes dans lesquelles des jeunes de différente nationalité et issus de tous milieux sociaux se retrouvent.

- 247 volontaires
  - 37% de filles
  - 47% de jeunes de niveau infra bac
  - **43 sites d'accueil**
  - 160 projets de mobilité nationale et internationale (jeunes ayant moins d'opportunités)

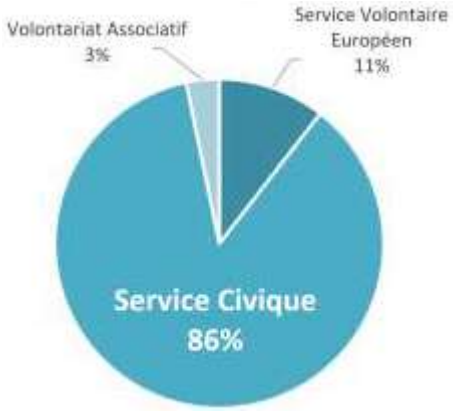
Développement du volontariat



Répartition au sein du mouvement

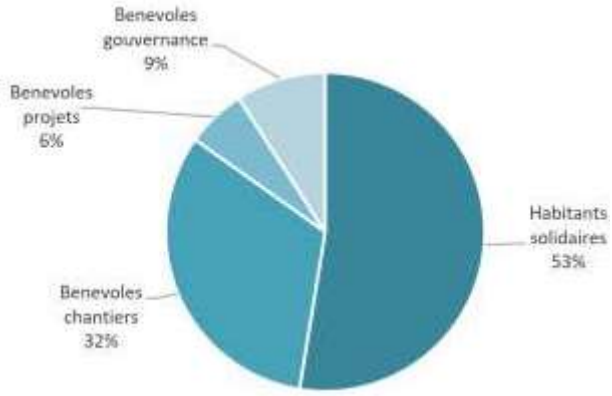


Statut de volontariat



- Plus de 1000 bénévoles

Les bénévoles CB sont soit des habitants ayant bénéficié d'un chantier ARA, participant à **l'entraide sur les** chantiers, soit des personnes désireuses de transmettre ou se former aux techniques du bâtiment, ou encore de s'impliquer dans la vie des structures locales ou dans la gouvernance. En 2018, le nombre de bénévoles continue à croître.



- Près de 250 salariés permanents

Les métiers des CB sont : Animateur technique habitat, Encadrant technique d'insertion, Animateur habitat/responsable projet, Conseiller insertion professionnelle, Coordinateur territorial, Chargé de mission / développement, Assistant administratif, Responsable administratif et comptable, Directeur,...

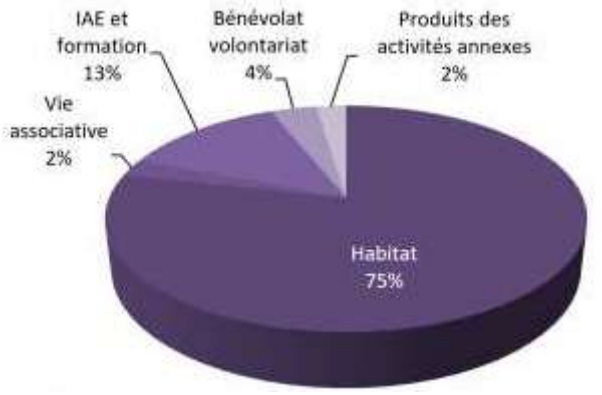
Production et résultats consolidés 2018 (en K€)

Engagés dans une stratégie de changement d'échelle, le Mouvement Compagnons Bâtisseurs a vu sa production croître de **plus de 53% soit environ 6 millions d'€** depuis 2014. La viabilité du plan de développement et du modèle économique de nos actions s'est traduite par un résultat consolidé sur cette période de + 1 055 K**€**. Une situation qui renforce la structuration financière du Mouvement et permet ainsi d'assurer la pérennité de nos actions et de faire face aux coûts générés par les financements dédiés au développement.

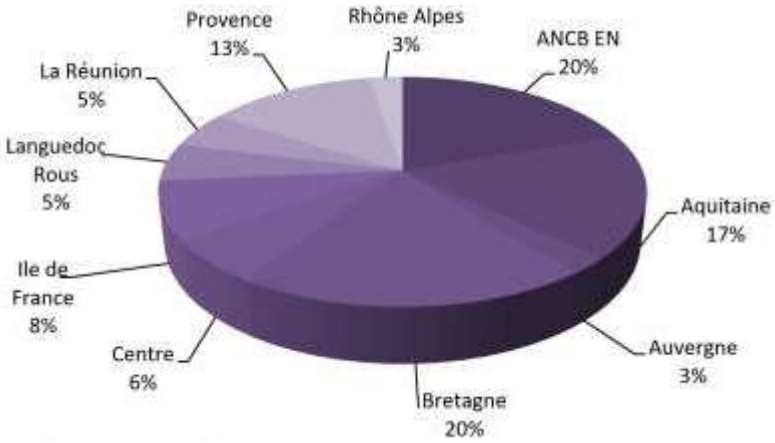
Résultats consolidés Mouvement CB	2018	2017	2016	Variation 18-17	Variation 18-16
Produits d'exploitation	15 949,5	13 678,3	12 980,1	16,6%	22,9%
Production	14 012,4	11 657,0	11 108,6	20,2%	26,1%
Production immobilisée	16,7	20,3	62,1	-17,6%	-73,0%
Subvention d'exploitation	1 594,0	1 653,3	1 596,3	-3,6%	-0,1%
Autres produits	326,4	347,7	213,2	-6,1%	53,1%
Charges d'exploitation	15 690,9	13 512,3	12 472,5	16,1%	25,8%
Consommation des activités	3 380,9	2 382,0	2 446,6	41,9%	38,2%
Charges de structure	1 794,9	1 609,3	1 166,7	11,5%	53,9%
Masse salariale (dont impôts et taxe)	10 257,7	9 113,4	8 489,4	12,6%	20,8%
Dotations aux amort et aux prov	257,4	407,6	369,9	-36,9%	-30,4%
Résultat d'exploitation	258,6	166,0	507,6	55,8%	-49,1%
Résultat financier	-46,4	-42,9	-42,9	8,1%	8,0%
Résultat exceptionnel	-36,5	15,9	77,8	-330,2%	-147,0%
Impôt sur les sociétés			1,4	0,0%	-100,0%
Solde des ressources à affecter	*44,4*	*56,1*	*-118,7*	-20,9%	-137,4%
Résultat net	220,1	195,1	422,3	12,8%	-47,9%
				0,0%	
Auto financement	517,5	546,5	911,0	-5,3%	-43,2%
EBE	189,6	225,9	664,3	-16,1%	-71,5%
Total produits	16 170,7	13 921,9	13 117,1	16,2%	23,3%
Total Fonds propres consolidés	2 582,3	2 996,1	2 798,6	-13,8%	-7,7%
Dettes ML Terme	1 905,5	2 132,8	1 757,3	-10,7%	8,4%

*Arrêté provisoire : les états financiers de trois associations régionales sont en cours de clôture

Répartition de la production



Répartition du budget par structure





III. ANCB : ANIMATION DE PROJETS ET APPUI AUX

NPNRU et renforcement de la capacité d'agir des habitants

L'année 2018 marque la fin de l'expérimentation de 5 projets d'Auto-Réhabilitation Accompagnée dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) menés à Bordeaux, Rennes, Roubaix Sarcelles et Avignon. En trois années, le CGET, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et les services de l'Etat ont soutenu cette expérimentation qui se poursuivra en 2019. Une évaluation externe a ciblé les intérêts nets de chaque partie prenante à la démarche d'ARA. Des supports visuels et vidéos ont été produits et diffusés dans les médias locaux et nationaux. Des partenaires privés, Rexel, GRDF, Leroy-Merlin, Nexity, Macif ont été progressivement associés dans cette expérimentation. Leurs engagements se traduisent par des accords bilatéraux avec l'ANCB et l'ensemble du Mouvement à travers des ateliers quartiers urbains, des chantiers solidaires et l'étude des impacts sociaux et des coûts évités. Plus de 1000 ménages ont été accompagnés lors de cette expérimentation, près de 500 animations collectives ont été organisés dans les quartiers auprès des habitants en collaboration avec les acteurs associatifs locaux, plus de 200 kits énergétiques ont été installés. 65 jeunes volontaires en service civique dont 50% issus des quartiers se sont mobilisés. 30 jeunes ont obtenu une solution emploi ou formation dans les 6 mois suivant leur volontariat. Les axes à travailler suite à cette expérimentation portent sur la professionnalisation des équipes d'intervention, la qualification et la mesure des impacts sociaux, l'implication des habitants dans le pilotage des projets et les modalités de contractualisation avec les bailleurs sociaux.



Un projet d'ARA a été élaboré avec la Métropole d'Orléans pour 3 ans à partir de 2019. Un cofinancement de l'ANRU, de la Métropole et des 5 bailleurs sociaux permettrait d'inscrire le 1er projet d'ARA dans une convention PRU ouvrant ainsi la voie à d'autres projets d'ARA dans les différents sites en métropole et outre-mer. L'engagement financier de l'ANRU permettra d'intensifier l'activité et mobiliser un plus grand nombre de ménages dans ces quartiers. Des collaborations ont été menées avec l'ANRU en 2018 pour développer des projets en Guyane avec un cofinancement de l'Agence et des financements de droits communs. Ces perspectives soulignent ainsi l'intérêt de l'ANRU sur l'implication des habitants dans l'amélioration de leur habitat et leur cadre de vie. Voir aussi le numéro spécial consacré à cette démarche publié par le CGET: https://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/en-bref-47-l-auto-rehabilitation-accompagnee-dans-les-quartiers-de-la-politique-de-la-ville-mieux-vivre-dans-son-logement-pour-mieux-vivre-son-quartier.

Le référentiel d'indicateurs socles d'activité

Un groupe de travail, représentatif des différents acteurs CB a proposé un projet de « référentiel des indicateurs socles pour le Mouvement Compagnons Bâtisseurs ». Ce document est l'aboutissement d'un processus long de réflexion. Le référentiel a été rédigé en reprenant les éléments produits collectivement par le groupe. Il est structuré au travers des 4 axes de la charte des Compagnons Bâtisseurs : Coopérer, Habiter, Accompagner et S'organiser. Pour chacun de ces axes, nous avons identifié et clairement défini des indicateurs socles pour chaque objectif stratégique (36 indicateurs au total). Nous nous engageons désormais vers une large concertation pour que ce référentiel soit partagé par tous et bien associé aux objectifs stratégiques et opérationnels des CB.



EQUIPES REGIONALES

Le soutien aux parcours des jeunes

Une coordination nationale du suivi administratif des volontaires : l'équipe volontariat gère 2 agréments nationaux : l'engagement de service civique pour les jeunes de moins de 26 ans et le volontariat associatif, spécifique au projet « Toit pour toi » à St-Martin (participation de 8 jeunes ayant déjà réalisé un volontariat en métropole). Elle coordonne des projets d'accueil et d'envoi de jeunes du nouveau programme du Corps Européen de Solidarité et soutient 7 associations régionales dans l'obtention de ce label. L'équipe rédige l'ensemble des demandes de financement et le suivi des projets (15 conventions en 2018).

La sélection et l'accompagnement des volontaires : en coopération avec chaque structure locale, l'équipe volontariat recherche et sélectionne les volontaires venant d'une autre région ou d'un autre pays. Elle diffuse une quarantaine d'offres de volontariat sur les sites liés aux programmes et les formulaires online de candidature et organise des entretiens en visioconférence avec chaque jeune. En 2018, l'ANCB a traité 800 demandes dont 276 candidatures finalisées et a assuré la création et le suivi de 226 contrats de volontariat. Dans un souci de mixité et de mobilité des jeunes, l'ANCB assure la mise en place, **l'animation et le suivi de projets de formation à destination des volontaires** (formation civique et citoyenne obligatoire pour chaque jeune en engagement de service civique). Les programmes reposent sur des ateliers pédagogiques adaptés à tous les profils de jeunes, animés à partir de méthodes d'éducation populaire et sur des activités manuelles ayant une utilité sociale. Conçues comme un dispositif d'accueil adapté à chaque jeune, ces formations comprennent plusieurs modules obligatoires : histoire et découverte du Mouvement CB, supports d'engagement des jeunes (chantiers, animations collectives, outilthèques…), parcours possibles. D'autres modules liés à l'actualité du moment ont également été réalisés (ex : réseaux sociaux et communication numérique, réalisation de clip vidéo). Au total, l'équipe a ainsi organisé 3 formations (avril, octobre) regroupant 70 jeunes volontaires (voir aussi chantiers solidaires).

Enfin, en 2018, l'accueil de 2 volontaires européens au sein du Département Engagement et Communication a permis d'améliorer l'information et la participation des jeunes au sein du mouvement. Ce projet est surtout construit autour d'une communication active sur les réseaux sociaux (5 volontaires reporters en région) et l'accompagnement de jeunes sur des missions d'information sur des actions menées localement (ex : soutien individuel sur le montage vidéo). Fin 2018, plus de 200 jeunes ont suivi l'actualité de l'association.

La mobilité des jeunes : Axe important du volontariat, elle constitue un puissant **vecteur d'autonomisation**, en particulier pour des jeunes décrocheurs scolaires ou issus de territoires enclavés. Cette mobilité est abordée du local à l'international, dans une approche de parcours individualisé « pas à pas ». Les associations régionales travaillent d'abord quotidiennement la mobilité locale des volontaires, très souvent de manière informelle lors des déplacements liés aux actions. Les regroupements nationaux organisés par l'ANCB constituent des opportunités très intéressantes de mobilité nationale, tout comme les échanges de volontaires (accueils temporaires de jeunes engagés auprès d'une autre association). Au total, les CB ont permis à près de 130 jeunes de pouvoir vivre une expérience de mobilité nationale ! Depuis 2012, l'ANCB coordonne des projets de mobilité internationale, essentiellement à l'échelle européenne. Elle a ainsi encore obtenu des financements européens pour le projet « One step beyond, a way to inclusion » composé de plusieurs actions de volontariat SVE court terme. En 2018, cela a



concerné **32 jeunes ayant moins d'opportunités** qui se sont engagés dans des actions de solidarité et de préservation de l'environnement, en Autriche, Espagne, Grèce, Italie, Lettonie, Portugal, Suède.. et au Canada. Elle a initié la mise en réseau de 12 partenaires européens **sur la thématique de l'inclusion des jeunes**. Financé par l'Europe, le projet « Ways to inclusion » a pour objectif d'améliorer les pratiques d'accueil et d'envoi des jeunes dans le cadre d'une mobilité internationale. En décembre 2018, l'ensemble des partenaires ont ainsi été conviés à Paris afin de se rencontrer et d'échanger sur cette problématique.

Le tutorat des volontaires est une composante des dispositifs de volontariat. Il consiste principalement en l'organisation d'accompagnements, permettant l'intégration et la participation des jeunes au projet associatif mais aussi la **construction de leur projet d'avenir**. L'équipe volontariat exerce une mission d'appui (visioconférences, visites sur site,...) auprès de 30 référents volontariat disséminés sur 12 régions, afin de permettre à chaque professionnel d'aborder l'ensemble des sujets liés au volontariat.

Accompagner les montées en compétences

L'ANCB coordonne la mise en place, anime et assure le suivi administratif et budgétaire d'un programme de formations collectives, financées par Uniformation, à destination des salariés du mouvement. En complément de ce programme, un ensemble de modules est déployé à destination des bénévoles, avec le soutien du FDVA. Le programme de ces formations est élaboré après recensement des besoins existants auprès des structures locales. Mobilisant des compétences transversales, il est porté pratiquement par l'ensemble des salariés de l'ANCB, soit l'équivalent d'1 ETP. Les thématiques ont porté en 2018 sur l'animation des chantiers et de collectifs, l'intranet, l'accompagnement des Propriétaires Occupants, la prévention des risques amiante, l'insalubrité et l'indécence, la sécurité et la santé, la Maîtrise des Energies, le développement de projets dans les NPRU, la gouvernance associative, le cadre du bénévolat, les outils de gestion, etc... La réforme engagée par le gouvernement sur la formation professionnelle se précise et accorde une nouvelle place à la Formation en Situation de Travail (FEST) expérimentée par les CB en 2017-2018. Le travail engagé sur la **reconnaissance du métier d'animateur technique habitat** pourra intégrer, en 2019, cette nouvelle approche formative proche du compagnonnage.

Communication et mobilisation

Sur décision du CA de l'ANCB, une campagne nationale de notoriété et de collecte, dont le suivi a été assuré par un groupe projet, en appui à l'équipe communication de l'ANCB, a été confiée à **l'agence Oneheart.** Elle a démarré le 13 novembre et s'est achevée début 2019, 2 mois de mobilisation intense au niveau local comme au niveau national, dans le contexte perturbé décrit en introduction de ce document. Si le succès n'a pas été à la hauteur des attentes en termes de collecte, sur le plan de la notoriété en revanche, jamais les Compagnons Bâtisseurs n'auront été aussi vus, entendus et relayés dans les médias et sur les réseaux sociaux ! Merci **aux habitants, volontaires et salariés d'Ile de France et de Provence**, qui ont accepté de prêter leur image, de témoigner ou d'accueillir dans l'intimité de leur logement des équipes de tournage, à tous les partenaires, journalistes et médias porte-parole de cette campagne et surtout à **l'ensemble de nos donateurs, pour leur générosité et leur soutien à nos actions**. Pour



mettre en œuvre le nouveau Projet politique des CB, une réflexion sur la stratégie de communication globale du mouvement et **les ressources nécessaires à sa mise en œuvre** va être amorcée dès le début 2019.

Démarches et outils de gestion

Le dispositif d'autocontrôle, d'appui et de suivi est assuré par le chargé de gestion et finance de l'ANCB auprès des associations régionales. **10 missions d'audits sur site ont été réalisées en 2018,** comprenant l'analyse financière du dernier exercice, l'étude de l'exploitation, de l'organisation interne, du management et de la vie associative. Un rapport d'audit a été transmis à chaque entité régionale.

L'Accompagnement des nouvelles associations régionales et établissement secondaire: L'association CB Languedoc Roussillon au 1er janvier 2017 et l'association CB la Réunion au 1er janvier 2018 ont repris, sous leur pleine responsabilité la gestion des activités conduites jusqu'alors par l'ANCB à l'échelle de leurs régions respectives, et par ce fait la gestion des emplois, du fonctionnement et des relations partenariales. Ces transferts d'activités nécessitent cependant de maintenir une collaboration renforcée dans les domaines de la comptabilité, de la gestion et de l'organisation administrative, pour contribuer, d'une part à optimiser les opérations de clôture 2017 et de transfert, et d'autre part à accompagner l'autonomie et à la sécurité de gestion. L'ANCB a également mis en place et piloté un projet à Saint Martin dans sa phase test initiale « Un toit pour toi » au 1er semestre 2018. La 2e phase de « Déploiement des actions de reconstruction des logements des personnes vulnérables à St Martin » a nécessité la **création d'un établissement secondaire** en 2018, accompagné par l'ANCB sur le plan de la gestion comptable, économique et financière.

Le Financement du développement de l'ARA et de l'ACA: pour financer leur développement, les entités régionales ont choisi une logique d'investissement avec le recours à l'emprunt, construit sur une offre globale avec un portage financier par l'ANCB. Une large partie des apports remboursables mobilisés sont redistribués aux entités régionales pour qu'elles puissent mettre en œuvre leur plan de développement. L'ANCB assure le traitement des opérations réalisées suite à la mobilisation et la gestion des financements pour l'ensemble du mouvement. En 2018, le département Stratégie a assuré le « back office » de 55 conventions de redistribution. Il a travaillé avec les associations régionales pour faire évoluer la performance des outils de gestion, accompagner la mise en œuvre des procédures comptables et financières, trouver des solutions de financements – Finalisation du partenariat avec la Société Générale pour la mise en œuvre d'un Fonds de garantie Mutualisé et la gestion comptable et administrative du Fonds de Dotation Compagnons Bâtisseurs

French Impact : l'ANCB a candidaté au « Pionners French Impact », accélérateur National d'Innovation Sociale. Notre projet « Auto Réhabilitation Accompagnée, Un accélérateur de la capacité d'agir des habitants » qui visait à poursuivre la maximisation de l'impact social de l'ARA par son développement, notamment Outre-Mer, et par l'ingénierie permettant d'en diffuser, les modalités les plus appropriées aux spécificités territoriales (mobilité des interventions, actions solidaires dans les quartiers, technicité de l'offre de service professionnel aux habitants) n'a pas fait partie des 22 lauréats « Pionners ». Néanmoins ce projet, auditionné au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, a reçu un écho favorable. En octobre 2018, la visite du Haut-Commissaire à l'ESS, Chrisophe Itier à Rennes a été l'occasion d'échanger et d'envisager l'accompagnement de notre projet sur les prochaines années.



IV. LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

ANCB : la couveuse des futures associations régionales

L'ANCB a aussi pour mission d'accompagner le développement de projets d'ARA sur de nouveaux territoires. Après une phase d'étude pré-opérationnelle, il s'agit d'accompagner concrètement la structuration d'équipes d'intervention locales, vouées à devenir de futures associations régionales autonomes. Quatre projets sont actuellement « en couveuse ». En Outremer, les CB interviennent à Saint-Martin et en Guyanne, mais ils sont également sollicités à Mayotte et en Guadeloupe. Deux antennes sont en cours de développement en Pays de Loire et dans les Hauts de France.

Saint-Martin : reconstruire après Irma

Ce projet, qui fait suite au passage du cyclone Irma en septembre 2017, a démarré début 2018 et s'achèvera fin 2019. Il est financé par la Fondation de France et la Collectivité de Saint-Martin. Composée de 25 salariés et de 8 volontaires, l'équipe locale réalise en moyenne une dizaine de chantiers par mois. A fin mars 2019, on totalisait déjà 70 maisons réhabilitées et la projection d'ici la fin de l'année devrait permettre d'atteindre l'objectif de 130. Début 2019, la création de 2 Centres de Ressources situés à Sandy Ground et Quartier d'Orléans ont permis le démarrage d'actions de prêt d'outillage, de formation et de sensibilisation des habitants, d'ateliers participatifs, de projets de solidarité, avec un programme structuré d'animations collectives.

Cependant, les visites des chantiers « toitures » achevés montrent à quel point il resterait beaucoup à faire pour sortir un nombre important de maisons de l'indécence et de l'insalubrité. L'intervention des Compagnons Bâtisseurs post Irma révèle une situation préexistante de mal logement. C'est pourquoi, dès à présent, il convient de s'interroger sur les perspectives d'action au-delà de ce premier projet. Aussi, et malgré l'absence d'évaluation qualitative formelle à ce jour, il semble que l'intervention des Compagnons Bâtisseurs à Saint Martin ait un impact social très positif. Que ce soit les milieux professionnels, les associations, les administrations ou les bénéficiaires du projet qui ont livrés de nombreux témoignages de gratitude, tous sont unanimes pour saluer l'action de l'ANCB à Saint Martin.

Enfin, soucieuse de dessiner des perspectives, notamment pour l'avenir professionnel de l'équipe locale mais aussi au regard des besoins persistants sur le territoire, l'ANCB a élargi ses discussions et rencontres avec plusieurs partenaires sociaux et institutionnels à Saint Martin, mais aussi en Guadeloupe, qui tous concourent à pointer un double enjeu qui est le vieillissement de la population et la nécessité de créer du logement locatif accessible aux classes populaires. C'est pourquoi l'ANCB souhaite inviter ses partenaires à lancer une réflexion sur cette réorientation qui pourrait être amorcée progressivement au cours du second semestre.





Guyane : face à l'enjeu démographique, réhabiliter et construire

Depuis janvier, l'ANCB anime une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à Maripasoula, ville de 11 000 habitants, à 1H de vol de Cayenne, mais uniquement accessible sinon par le fleuve. C'est ce qui confère à ce territoire un caractère insulaire, tant du point de vue logistique et économique, que sanitaire et social.

En partenariat avec la Ville, la DEAL, la Collectivité Territoriale de Guyane, la CAF Guyane, l'ARS, l'EPFAG, l'ADEME, le Parc Amazonien de Guyane, cette OPAH vise la réhabilitation de 140 maisons dont 90 seront réalisées en auto-réhabilitation accompagnée (ARA). Ce projet vise également la production de 80 logements dont 40 sont programmés en auto-construction. Grâce au soutien de la Préfecture et de la CAF de Guyane, une Brikotek-outilthèque a été créée pour conseiller, former et informer les habitants sur l'amélioration de leur habitat et la production de logement, et mettre à disposition des outils.

La reconnaissance par la DEAL et la CTG, de l'apport en travail dans le plan de financement du chantier, a permis de concrétiser la 1ère opération d'ARA avec un propriétaire occupant «sénior». 2 membres de la famille ont participé au chantier, avec un apport à hauteur de 10% du coût total du projet. Cela constitue une étape avant une évolution réglementaire des aides à la pierre octroyée par la DEAL, la CTG et la Ville. Cette évolution était d'autant plus nécessaire que la propriétaire n'était pas en capacité de résoudre les désordres provoqués par des infiltrations en toiture. La pose d'une nouvelle charpente/couverture, d'un faux-plafond et d'une installation électrique entraînera probablement d'autres travaux d'aménagements. En effet, la famille envisage l'installation d'une barre d'appui dans la douche et le raccordement des eaux de ruissellement aux réseaux collectifs avec l'appui de la brikotek.

En 2018, une étude pré-opérationnelle pour une Opération Groupée (OGRAL) a été effectuée, avec pour objectif de lancer les travaux en 2019. Deux nouvelles études d'OGRAL seront menées en 2019 avec la mise en œuvre des travaux dès 2020. Ainsi plus de 50 chantiers d'ARA seront réalisés dans le cadre de l'OGRAL.

L'OPAH constitue aussi un enjeu de développement économique. L'activité formelle étant très peu présente, des lots de travaux sont soumis à des artisans locaux afin de favoriser leur émergence et leur structuration. Le bois est également acheté localement afin de soutenir les scieurs locaux.

A St-Laurent du Maroni, une étude pré-opérationnelle pour la réhabilitation de 150 maisons dans le quartier Charbonnière (inscrit au Nouveau Programme de Renouvellement urbain) est en cours. L'ANCB accompagne la Ville, l'EPFAG dans la définition du programme de travaux. Plusieurs phases de concertation et un « dialogue citoyen » avec les habitants seront menés, en collaboration avec la ville et les acteurs associatifs.



A Cayenne, L'ANCB a réalisé avec une agence d'architecte une étude pré-opérationnelle du quartier Chinois pour réaliser un programme d'auto-réhabilitation et d'auto-construction. Ce projet ambitieux pour produire et améliorer plus d'une centaine de logements s'inscrira dans un programme de renouvellement urbain avec l'ANRU et des partenaires locaux.



Pays de Loire : de Nantes à Saint Nazaire, les CB s'implantent

La genèse de l'antenne Pays de la Loire émane d'une volonté politique du Mouvement Compagnons Bâtisseurs de déployer son soutien auprès des familles en situation de précarité et d'expérimenter la mise en œuvre d'actions Auto-Réhabilitation Accompagnée en Région Pays de la Loire. Depuis 2017, des actions prennent forme et des partenariats se construisent au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires et des propriétaires en situation de précarité énergétique et d'habitat indigne.

2018 a permis la réalisation des premiers chantiers d'ARA à Saint-Nazaire auprès des habitants de la Résidence Duffy – Quartier de Prézégat, le lancement des animations collectives et l'animation des premiers comités techniques de suivi, avec l'ensemble des partenaires sociaux pouvant concourir à l'accompagnement social des familles. L'engagement de la CARENE au côté de l'office publique de l'habitat (Silène), permet d'envisager la mise en place d'une action d'ARA dans le cadre du programme régional de renouvellement urbain.

Durant l'été 2018, un chantier solidaire a été organisé à Saint-Nazaire pour la réhabilitation de la maison de quartier Prézégat (démolition et aménagement intérieur, construction d'une terrasse bois sur dalle béton de 60 m^2 en extérieur), avec le soutien de l'association des habitants du local et de la MQMP. Cette dynamique inter-associative (ADPS, Unicité, service technique et jeunesse de la ville de St Nazaire) a permis de mobiliser 26 volontaires, animateurs techniques, jeunes du quartier et habitants pendant 10 jours.

A Nantes, le partenariat avec le bailleur Vilogia et le soutien de la Métropole ont permis d'expérimenter et de monter un premier programme en lien avec le PRU à l'échelle du quartier Bottière Pinsec. Cette expérimentation réussie se prolongera en 2019 avec pour objectif de construire la Maison du Projet dans le cadre d'un chantier solidaire.



Ces actions ont permis la constitution d'une équipe de 3 salariés et 3 volontaires avec 8 bénévoles actifs sur les chantiers de manière régulière. La réalisation de supports d'information, des communications presse avec deux articles sur Ouest France et un sur l'écho de la Presqu'île ainsi que le reportage diffusé au JT de 20h de TF1 dans l'émission « la France des solutions » ont permis de faire connaître l'association.

La dynamique en cours va se poursuivre en direction des propriétaires dans le cadre du P.I.G Ecorénov de la CARENE, un dispositif d'encadrement sur mesure qui sera proposé à tous les propriétaires occupants. Les travaux réalisés (réfection toiture, isolation, système électrique, plomberie, installation sanitaire, création de pièces...) permettront le maintien dans le logement et la maîtrise des dépenses d'énergie. Le déploiement de Bricobus sur les départements de la Mayenne et de la Sarthe est à construire en 2019. Ces nouvelles actions seront autant d'atouts pour la constitution et l'animation d'un groupe de bénévoles porteur d'un projet associatif CB local.



Hauts de France : une dynamique de développement bien lancée

Présents depuis 2011 dans les Hauts de France, au départ sur la Métropole Européenne de Lille, les CB ont peu à peu diversifié et étendu leurs actions sur ce territoire.

-METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE : en co-traitance avec Urbanis, les CB animent 3 lots du dispositif Amélio et de la MEL (lot Est, lot Sud et lot Tourquennois du PIG) afin d'accompagner les habitants dans leurs travaux de rénovation, notamment énergétique. Cette action se traduit par une intervention auprès des propriétaires occupants et locataires du parc privé souvent en complément de l'intervention d'artisans.

-**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN**-CARVIN : l'action initiée en 2017 sur les Quartiers Politique de la Ville Macé Darcy (Hénin-Beaumont) et Cité Cornuault (Evin-Malmaison) s'est poursuivie en 2018 sur les quartiers du Languedoc, de Nouméa (Rouvroy) et de la Plaine du 7 (Montigny-en-Gohelle). Elle consiste en la mise en œuvre de chantiers ARA auprès des bailleurs sociaux Maisons & Cité et SIA Habitat. Les CB animent également des ateliers de bricolages et des chantiers solidaires avec la participation des habitants du quartier. Ce territoire du bassin minier est caractérisé par des logements des mines avec une population fortement attachée à ce territoire.

-COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE (Toute l'Agglomération) : depuis 2015, les CB réalisent des chantiers ARA auprès des bailleurs sociaux Partenord Habitat et Habitat du Nord, ainsi que des ateliers de bricolages, des chantiers solidaires et l'animation de plusieurs outilthèques (Dunkerque, Saint-Pol-sur-Mer). Ils accompagnent également les propriétaires occupants souhaitant réaliser des chantiers ARA en partenariat avec Soliha. Cette année a vu le lancement du premier Bricobus de la Région Haut-de-France, avec l'objectif de réaliser des chantiers d'ARA sur toute la communauté urbaine et d'animer une outilthèque itinérante et une centaine d'ateliers bricolage sur le territoire.

-ROUBAIX : depuis 2015, les CB réalisent des chantiers ARA, des ateliers de bricolages, des chantiers solidaires avec la participation des habitants et animent une outilthèque à Roubaix, avec un développement continu. En 2018, plus de 3 bailleurs (Vilogia, Partenord Habitat et SIGH) ont intégré le dispositif.



-COMPIEGNE: en 2018, les CB ont accompagné dans l'Oise l'entreprise d'insertion Partage Travail avec le bailleur social Picardie Habitat dans la mise en œuvre d'une action sur ce territoire, .

En 2018, l'équipe est passée de 6 à 10 salariés, afin d'accompagner l'augmentation significative de l'activité sur le territoire. Les conditions sont aujourd'hui réunies pour lancer le **processus de création d'une association** régionale indépendante, processus qui se veut progressif sur 2 ans et par étapes planifiées. A ce jour, une dizaine de bénévoles sont impliqués dans la vie associative et une vingtaine dans les actions de terrains.



V. COOPERATION ET PARTENARIATS

RéPAAR : des opérateurs de l'ARA multiples et partenaires

L'ANCB a élaboré un **label de l'ARA** à destination des opérateurs de l'ARA relevant de l'Economie Sociale et Solidaire. En 2018, deux structures (SCIC L'Arban et Julienne Javel) ont souscrit au Label ARA CB. Ces structures bénéficieront d'un appui technique et méthodologique. Des transferts de compétences permettant de partager les expériences seront un facteur de démultiplication des projets d'ARA auprès des locataires et des propriétaires occupants.

Plus largement, le Label s'inscrit dans une collaboration avec des acteurs de l'ESS. Le Projet national REPAAR (Réseau Pluriel de l'Accompagnement à l'Auto-réhabilitation) co-animé avec Oïkos s'est achevé en 2018. Il avait pour enjeux d'engager un développement externe pour **développer le secteur de l'ARA en France, lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne et développer des alliances entre les acteurs de l'ESS et les entreprises**. Plusieurs partenaires ont été parties prenantes de ce projet dont l'Europe (FSE), l'ADEME, AG2R La Mondiale, la DHUP, le CGET et la CNAF.

Le REPAAR s'est décliné dans les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Normandie, Pays-de-Loire. Outre les associations régionales CB, deux organismes régionaux, Echobat et ARPE ont été associés à l'animation du projet. Au cours de celui-ci, 600 opérateurs réalisant, ou souhaitant réaliser, une activité d'accompagnement à l'auto-réhabilitation ont été identifiés. Parmi ces opérateurs, 53% font partie du secteur privé (des artisans et architectes pour la plupart), 38% sont des associations et 10% des structures publiques. Le projet a mobilisé plus de 200 participants, représentant 140 structures, qui ont assisté aux rencontres dans les différentes régions.

Ce projet a permis la co-production d'une Charte, une boite à outil de l'ARA pour les accompagnateurs, des modèles organisationnels et économiques d'interventions d'accompagnement à l'auto-réhabilitation, la diffusion de fiches pédagogiques sur les assurances de l'accompagnement à l'auto-réhabilitation, la diffusion d'une newsletter RéPAAR, la mise en place en PACA de formation d'accompagnement à l'auto-réhabilitation à destination des artisans, un catalogue de formation à destination des opérateurs locaux. Une évaluation du RéPAAR a été finalisée en 2018 avec le groupement Batitrend sur les dynamiques du réseau et les modèles des chantiers d'ARA menés.



En 2019, un nouveau projet REPAAR sera co-élaboré avec les partenaires nationaux et locaux. De nouvelles collaborations opérationnelles permettront ainsi de déployer la démarche d'ARA dans les différents territoires avec les acteurs de l'ESS et les acteurs privés.



Des partenaires aux engagements multiples

Les partenariats privés continuent à se développer en 2018, avec le soutien de différentes fondations ou entreprises. Ces partenariats portent aussi bien sur les actions **d'habitat, la précarité énergétique, l'innovation, l'amorçage de nouveaux projets d'ARA, les interventions en post-urgence, les remises sur marge d'achat** ou les dons de matériaux, mais aussi le soutien à la jeunesse (chantiers solidaires) à la communication, au numérique ou à **l'évaluation des actions**. La rencontre de nouveaux partenaires fin 2018 dessine de nouvelles perspectives de soutien sur **l'axe formation et inclusion** (reconnaissance du métier d'animateur technique habitat, 100% inclusion, campus numérique) tout comme l'engagement des collaborateurs de ces organisations dans des missions de mécénat de compétence.

Le soutien aux dynamiques collectives de l'ARA



L'idée de constituer un « Club de mécènes-partenaires » fédérés autour de la dynamique collective (outilthèques, animations d'ateliers de quartier, chantiers solidaires dans l'espace public, etc) a pris forme en 2018, avec l'organisation d'une 1ere rencontre à Rennes réunissant les Fondations Bruneau et Nexity, MACIF, Leroy Merlin, Rexel, GRDF, EDF. Cet évènement sera réitéré à Lille en 2019, et accueillera de nouveaux partenaires, pour poursuivre la réflexion, autour de thématiques comme **l'évaluation de l'impact social et des coûts évités, les apports en mécénat** de compétence et plus largement les coopérations entre organisa**tions pour accroitre l'impact des projets**.

Le dispositif des achats solidaires - Leroy Merlin Compagnons Bâtisseurs

Afin d'affirmer sa mission d'entreprise « construire avec tous les nouvelles formes d'habiter pour mieux vivre demain » et d'accompagner le « mieux habiter », Leroy Merlin a souhaité apporter son soutien financier à l'activité des Compagnons Bâtisseurs.

Le dispositif des achats solidaires est un dispositif gagnant – gagnant pour les Compagnons Bâtisseurs et les magasins Leroy Merlin engagés mais aussi et surtout pour les habitats qui seront accompagnés. En effet, ce dispositif permet entre autre aux associations Compagnons Bâtisseurs de se voir redistribuer la marge € des achats réalisés dans les magasins partenaires sous forme de dons financiers. En 2018, ce sont près de 100 000 € qui ont été reversés pour accompagner les habitants dans la réhabilitation de leur logement pour un montant d'achat cumulé de près de 340 000 €.

Nous remercions vivement les collaborateurs des 25 magasins partenaires engagés auprès des Compagnons Bâtisseurs pour renforcer la capacité d'agir des habitants au travers la réhabilitation de leur logement : *Aubagne, Bordeaux lac, Bouliac, Brest, Clermont-Ferrand, Compiègne, Douai, Dunkerque, Gradignan, Livry Gargan, Montpellier, Montpellier, Orléans, Paris 19, Pau, Quimper, Rennes-Chantepie, Saint-Denis, Toulouse Roques, Tours Nord, Tours Sud, Trignac, Valence, Villeneuve, Vourles.*



Reconstruire en post-urgence : de nouveaux partenariats décisifs et efficaces

Au lendemain du 5 septembre 2017, les Compagnons Bâtisseurs comme tous les citoyens ont découvert l'ampleur de la catastrophe Irma, mais surtout se sont sentis concernés par la recherche des solutions pour reconstruire. Mais paradoxalement, malgré l'écho considérable dans les médias et l'opinion, les plans de reconstruction des logements des personnes les plus impactées, évidemment les classes sociales les plus défavorisées, ont mis beaucoup de temps à émerger et surtout ont été enclenchés, non pas par le canal des politiques publiques mais bien grâce aux concours des financements privés. Le partenariat qui a pu ainsi se nouer très rapidement entre les Compagnons Bâtisseurs et la Fondation de France et la Fondation I loge You est particulièrement exemplaire à double titre : de par la rapidité de traitement du projet d'intervention proposé par l'Association Nationale, et de par l'ampleur des moyens mobilisés, plus de 3,5 M€ ! Il s'agit certainement d'une expérience (encore en cours) dont la capitalisation sera porteuse pour des situations qui malheureusement, ne manqueront pas de se représenter à l'avenir.

Chantiers solidaires : un appui aux acteurs locaux

Initiés en 2017 à une échelle de grande envergure à l'occasion des 60 ans des Compagnons Bâtisseurs (150 participants sur 3 sites, durant 4 jours en région parisienne), les chantiers solidaires ont pour objectifs :

- **d'améliorer la qualité de vie** des habitants par la réalisation de travaux **d'aménagement** et d'amélioration de la performance énergétique en partenariat avec d'autres acteurs associatifs du territoire (foyers d'accueil de l'enfance, hébergement de personnes sans domicile) ou d'**embellir l'espace public** (construction de mobilier urbain, jardinières, bancs, tables,…);

- d'impulser une dynamique collective de solidarité entre habitants, bénévoles, volontaires ;

- de **renforcer la synergie et la capacité d'agir** entre les acteurs associatifs ;

- d'encourager et valoriser la **prise d'initiative et l'engagement des volontaires** par la mise en œuvre d'actions de solidarité.

Ces chantiers, démonstration énergique et concrétisation forte de l'envie du « faire ensemble » qui anime les Compagnons Bâtisseurs, sont menés auprès de partenaires locaux. Au niveau national, ils bénéficient du soutien indéfectible de la Fondation SPIE Batignolles et de la Plateforme des Petites Pierres (Somfy).

En 2018, les chantiers se sont déroulés pendant 4 journées dans l'Orléanais, avec le soutien (logistique et financier) d'acteurs locaux, notamment la Région Centre Val de Loire. Ils ont regroupé 12 salariés encadrants, 6 bénévoles et 58 volontaires (dont 6 vidéastes en herbe) répartis sur 5 chantiers : construction d'un abri à vélo, réalisation de mobilier pour le Pôle ESS, travaux d'aménagement l'association « le Relais Orléanais » et du local « Lieu ressource », construction de mobilier extérieur pour les habitants d'une cité de Pithiviers.



L'organisation d'un tel évènement nécessite une longue préparation logistique en amont et pendant les chantiers, pour l'équipe locale comme pour l'équipe ANCB. Merci à Virginie, Guillaume, Laurent, Lorenzo, Remy et Rémi, Didier, Jildaz, Emeline, Sebastian, Mathilde, Christophe et Nolwenn qui ont été les artisans de cette réussite !

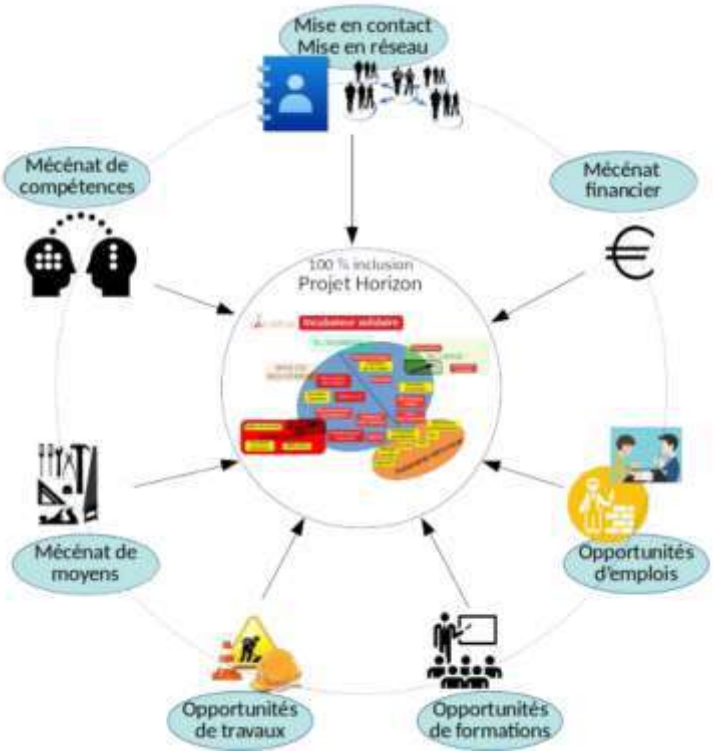


En 2018 et pour la deuxième année consécutive, ce sont les équipes de notre partenaire Nexity qui ont participé à un « team building » Auto-éco construction accompagnée pour les habitants du quartier Fresnoy-Mackellerie à Roubaix. Cette journée s'est inscrite dans le cadre de la démarche déployée par la ville de Roubaix ; « Territoire Zéro Déchet ». Les compagnons bâtisseurs ont donc assuré la réalisation des ateliers avec 100 % de matériaux recyclés ou issus du réemploi. Le chantier eu lieu le 28 juin 2018 dans la bonne humeur, avec le soutien convivial du centre social du Fresnoy-Mackellerie.

Inclusion numérique & formation

Pour la dernière année, le projet « Vers une communauté online pour l'amélioration de l'habitat des personnes fragiles » a bénéficié du soutien de la Fondation AFNIC. Il a permis de renforcer les synergies et la communication par le numérique entre les acteurs par la formation aux **outils d'Office 365** obtenus dans le cadre des accords Charity de Microsoft, la mise en place **d'outils collaboratifs** (sharepoint), et l'animation et la formation d'un collectif de volontaires au Community Management et à la vidéo.

Au-delà du soutien financier, la formation et la **création d'un** e-campus, la démarche de certification métiers, le mécénat de compétences, la mise en réseau et le soutien aux démarches **d'inclusion vers l'emploi** des publics que nous accompagnons sont les nouveaux axes de soutien de nos « Project Angels » qui se dessinent pour 2019.



VI. VIE ASSOCIATIVE ET GOUVERNANCE

L'ANCB joue le rôle de « tête de réseau » pour l'ensemble des associations et établissements Compagnons Bâtisseurs. Sa gouvernance associative est assurée par son Assemblée Générale, son Conseil d'Administration et son Bureau. Ces instances sont pilotées par les représentants des associations régionales, majoritaires au sein de l'exécutif associatif, les représentants des volontaires, les représentants des salariés et les adhérents directs.

La vie associative est orchestrée par les réunions du Bureau, du Conseil d'Administration, des directeurs régionaux et l'Assemblée Générale annuelle, soit plus de 20 réunions annuelles.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- Associations régionales (9 associations)
- Volontaires long terme
- Salariés
- Adhérents personnes physiques
- Adhérents personnes morales

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 2 personnes par association régionale
- 2 administrateurs collectif volontaires
- 2 administrateurs Collège salariés
- 2 représentants des adhérents directs

Soit 24 administrateurs

BUREAU

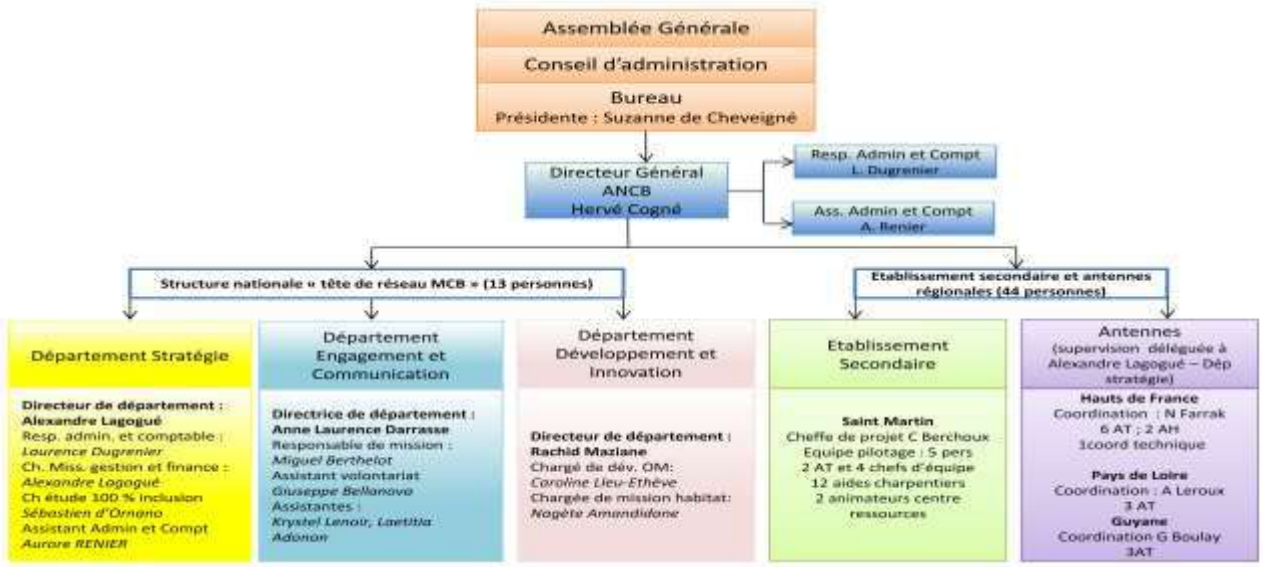
- Suzanne de CHEVEIGNE : Présidente
- Jeanne HOMINAL : Trésorière
- Annick de OLIVEIRA : Secrétaire
- Denis CAIRON : Membre
- Patrick GACHET : Membre
- Nadège POIRRIER : Membre

L'équipe de salariés rattachée directement à l'Association Nationale a pour mission de mettre en œuvre le projet associatif validé par les instances, à savoir :

- Le développement territorial et l'essaimage des projets ;
- La mutualisation et la professionnalisation des pratiques ;
- La coordination du secteur volontariat et des chantiers internationaux de bénévoles ;
- Les expérimentations et démarches innovantes (maîtrise de l'énergie, éco-habitat / auto-construction, lutte contre l'habitat indigne, volontariat et accompagnement de jeunes en difficulté, plan d'action bénévolat);
- Les actions et supports de communication ;
- La représentation du mouvement vis à vis des instances publiques et privées ;
- La régulation et consolidation interne en matière de gouvernance et de gestion.

Le siège de l'Association Nationale est à Rennes d'où opèrent la direction nationale ainsi que la mission volontariat et la mission organisation économique. Le fonctionnement en « réseau » de l'équipe nationale se traduit par des postes de chargés de mission basés à Marseille, Lyon, Lille, et Nantes. Cette équipe nationale est complétée par 3 antennes rattachées à l'Association Nationale dans les Hauts de France, en Guyane et en Pays de Loire, ainsi qu'un établissement secondaire à Saint-Martin.

Organigramme de l'Association Nationale





CONCLUSION

Les évènements sociaux et climatiques qui ont marqué la période de fin 2017 à début 2019, ont également profondément impacté la compréhension que nous avons de la transformation de notre environnement et du rôle qu'un mouvement associatif comme celui des Compagnons Bâtisseurs pouvait y jouer. En quelque sorte les « gilets jaunes » ont révélé la puissance d'un slogan qui nous est cher, « la capacité d'agir », mais l'on mesure l'impasse dans laquelle cette puissance populaire peut se trouver enfermée quand elle ne se traduit que par la mobilisation protestataire.

Nous revendiquons et surtout nous soutenons l'émergence des forces ascendantes des personnes les plus précarisées en prétendant qu'un accompagnement attentif et concret, leur permet de construire elles-mêmes bien des solutions aux problèmes auxquels elles se confrontent, à commencer par celui d'un logement digne et protecteur. Pourquoi alors, avons-nous le sentiment d'être inaudibles vis-à-vis des puissances publiques qui déclarent avoir entendu le message du peuple mais semblent si ignorantes et peu confiantes dans la possibilité pour conduire avec ce peuple des projets concrets et solidaires ? Un habitat, source de cordialité, de participation et de vivre ensemble étant probablement l'un de ces projets les plus porteurs.

Nous sommes parfois lassés des paroles aimables prononcées à notre égard et pour les résultats de nos actions d'amélioration du logement, qui ne trouvent aucune traduction dans des dispositions législatives, réglementaires ou juridiques concrètes permettant d'ouvrir enfin au grand large toutes les énergies et les capacités d'agir des personnes pauvres et précaires. Une fois encore, écrivons le : il faut intégrer l'ARA dans le vaste programme du NPNRU, ce qui ne coutera pas un euro de plus, mais en fera gagner énormément ; faire sauter le verrou du RGE qui interdit aux associations accompagnant les personnes en précarité dans l'auto-réhabilitation de leur logement, d'accéder aux dispositifs de la transition énergétique ; et surtout, faire entrer une bonne fois pour toute l'apport en travail des pauvres dans tous les dispositifs de lutte contre la pauvreté, de développement social et d'amélioration du logement, comme une valeur égale à celle des apports financiers nécessaires dans un projet de réhabilitation ou de construction.

Si nous ressentons une certaine frustration en rappelant ces évidences vieilles de plusieurs années, c'est que nous avions cru trouver un écho favorable dans la stratégie ESS du Gouvernement se traduisant par une sorte de « hacking public » et conduisant à la levée des barrières réglementaires contraires à l'intérêt général et à l'efficience d'une véritable économie sociale. Aujourd'hui nous en sommes bien loin et nous appelons de nos vœux la relance d'une concertation nationale sur l'auto-réhabilitation accompagnée, à l'instar de celle initiée par Cécile Duflot en 2014.

C'est enfin dans ce contexte, que nous nous sommes trouvés en plein accord avec l'initiative du collectif des 19 grandes associations et syndicats qui ont signé « le pacte du pouvoir de vivre » et que nous y avons apporté notre soutien. Nous pensons comme ces organisations, qu'il y a urgence, face à la double crise, sociale et écologique de mobiliser l'ensemble des corps intermédiaires et les acteurs de la société civile. Par leur action au quotidien auprès des citoyens, ils détiennent une part essentielle des solutions aux grands défis de demain. A l'opposé d'une vision politique verticale et descendante, l'éducation populaire à laquelle nous souscrivons, croit en la capacité cognitive et la responsabilité de chaque individu et du peuple, à porter l'intérêt collectif et à mettre en œuvre, les transformations sociales et écologiques dont notre avenir dépend.

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF COMPAGNONS BÂTISSEURS



AUVERGNE
40 rue des Salins, 63000 CLERMONT-FD
Tél. : 09 82 51 23 04
cbauvergne@compagnonsbatisseurs.eu

BRETAGNE
22 rue de la Donelière, 35000 RENNES
Tél. : 02 99 02 60 60
cbbretagne@compagnonsbatisseurs.eu

CENTRE VAL DE LOIRE
2 av. du Général de Gaulle,
37000 TOURS - Tél. : 02 47 61 32 10
cbcentre@compagnonsbatisseurs.eu

GUYANE
80, avenue Vincent Lathes - 97360 MANA
06 94 15 14 26 – 02 99 02 60 90
g.boulay@compagnonsbatisseurs.eu

HAUTS-DE-FRANCE
4 rue Courmont, 59000 LILLE
Tél. : 03 66 96 43 59
cbnpdc@compagnonsbatisseurs.eu

ILE DE FRANCE
3 rue de Paradis, 75010 PARIS
Tél. : 01 77 14 82 60
cbiledefrance@compagnonsbatisseurs.eu

LA RÉUNION
93 rue du Stade de l'Est, Commune Prima
97490 SAINTE CLOTILDE
Tél. : 02 62 28 36 99
cbreunion@compagnonsbatisseurs.eu

NOUVELLE AQUITAINE
61-63 rue Barillet Deschamps,
33300 BORDEAUX
Tél. : 05 56 01 30 70
cbaquitaine@compagnonsbatisseurs.eu

OCCITANIE
2 rue de la Croisette,
34880 LAVERUNE
Tél. : 04 67 92 55 30
cblanguedoc@compagnonsbatisseurs.eu

PAYS DE LOIRE
8 rue de Saint-Domingue
44000 NANTES
Tél. : 06 45 55 10 45
cbpaysdeloire@compagnonsbatisseurs.eu

PROVENCE
7 rue Edouard Pons,
13006 MARSEILLE
Tél. : 04 91 50 03 83
cbprovence@compagnonsbatisseurs.eu

RHÔNE-ALPES
16 rue de la Barre,
69002 LYON
Tél. : 04 72 26 64 39
cbrhonealpes@compagnonsbatisseurs.eu

SAINT-MARTIN
Impasse Tourterelle Concordia Margot
BP 3048 - 97150 SAINT-MARTIN
Tél. : 06 90 66 10 03
cbstmartin@compagnonsbatisseurs.eu

compagnons BÂTISSEURS
ASSOCIATION NATIONALE

Siège : 22, rue de la Donelière - 35000 Rennes Tél. : 02 99 02 60 90
cbnational@compagnonsbatisseurs.eu - www.compagnonsbatisseurs.eu